



**Communiqué de presse**

06/03/2019

## **La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat en accord avec le pacte social et écologique porté par 19 organisations syndicales, associatives et mutualistes.**

La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat tient à saluer la contribution au grand débat publiée hier par plusieurs organisations syndicales, associatives et mutualistes « pour un pacte social et écologique en 66 propositions, pour donner à chacun le pouvoir de vivre ».

Notamment parce que les 4 premières propositions concernent le logement et le droit pour tous d'avoir un logement digne.

La Fédération a toujours plaidé pour que le logement soit considéré comme un bien de première nécessité, et à ce titre, s'insurge depuis 2017 contre la baisse massive des APL, essentiellement pour les locataires des logements HLM, organisée par le gouvernement. Elle l'a récemment rappelé dans une tribune publiée dans la presse nationale en demandant au gouvernement de ne pas priver les locataires HLM d'1,5 milliard d'APL en 2020, après plus de 800 millions en 2018 et plus de 900 en 2019. Peut-on accepter que des locataires HLM financent eux-mêmes, par leurs loyers, cette baisse d'APL ?

Les organismes d'HLM sont donc privés d'une partie de leurs ressources - les loyers -. La Fédération et l'ensemble du Mouvement HLM estiment que la production de logements sociaux va passer de 120 000 en 2016 à moins de 100 000 en 2019 pour atteindre seulement 50 à 60 000 logements à moyen terme. Et moins de logements sociaux, c'est aussi moins de logements privés tant les opérations mixtes se développent.

Ce sont aussi de nombreux projets de renouvellement urbain au bénéfice des quartiers populaires et de rénovation énergétiques qui sont très concrètement menacés.

Marcel Rogemont, président de la Fédération, précise : « *Plus nous serons nombreux à porter un message puissant sur l'urgence à répondre aux défis sociaux et écologiques, plus nous aurons de chance d'être enfin entendus. Les HLM sont déterminés à poursuivre et à amplifier, à condition que le gouvernement leur en laisse les moyens, leur engagement dans la lutte contre le logement insalubre, en construisant plus, à participer à l'éradication des passoires thermiques, à investir massivement dans les quartiers populaires, en veillant à l'équité territoriale et à promouvoir la politique du « logement d'abord ».* Acteurs de l'économie sociale et solidaire, les HLM se retrouvent aussi dans beaucoup d'autres des 66 propositions qu'ils mettent déjà pour partie en œuvre ».

## À propos de la Fédération nationale des OPH

La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat est l'organisation professionnelle nationale qui regroupe 237 offices (au 01.01.2019). Les OPH sont des organismes d'Hlm, dont le parc immobilier de 2,4 millions de logements accueille près de 5 millions de personnes.

Les Offices Publics de l'Habitat sont des Établissements Publics locaux à caractère Industriel et Commercial (EPIC) rattachés à des collectivités territoriales (communes ou départements) ou à leurs groupements (EPCI).

La Fédération promeut les intérêts de ses adhérents et les représente auprès des instances nationales et des pouvoirs publics. Elle leur apporte également son expertise dans les domaines juridique, financier et technique.

## Contact presse

### **A+ Conseils**

Marion Lebel

01 44 18 65 56 / 06 76 02 57 47

marionl.aplusconseils@gmail.com

Christelle Alamichel

06 31 09 03 83

christelle@aplusconseils.com

### **Fédération nationale des OPH**

Axelle Lebigot-Dymon

a.lebigot-dymon@foph.fr